

NATIONS UNIES. ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *Macrothésaurus pour le traitement de l'information relative au développement économique et social*. 4e éd. Paris, OCDE, 1991. 371 p.

Rénald Buteau

Volume 37, Number 4, October–December 1991

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1028553ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1028553ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (print)

2291-8949 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Buteau, R. (1991). Review of [NATIONS UNIES. ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *Macrothésaurus pour le traitement de l'information relative au développement économique et social*. 4e éd. Paris, OCDE, 1991. 371 p.] *Documentation et bibliothèques*, 37(4), 167–167.
<https://doi.org/10.7202/1028553ar>

Tous droits réservés © Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED), 1991

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

toujours bien néanmoins et continuait de former l'unité de base de nos établissements traditionnels.

Il n'est certes pas prématuré de structurer une problématique autour des « nouveaux documents », ceux dont l'information n'a plus le papier pour support, mais encore faut-il se rendre compte que nous devrions vivre longtemps encore avec les minutes notariales et les écrits sous seing privé qui ont, naguère, fait la joie et l'agrément de nos études de droit.

Jean Goulet
Faculté de droit
Université Laval
Québec

NATIONS UNIES. ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *Macrothésaurus pour le traitement de l'information relative au développement économique et social*. 4^e éd. Paris, OCDE, 1991. 371 p.

En cette année de trentième anniversaire, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) fait paraître la quatrième édition de son *Macrothésaurus*. Rappelons que l'OCDE regroupe divers pays (dont le Canada) et a pour objectif principal la promotion du développement économique.

Une première édition du *Macrothésaurus* avait été publiée en 1972. Deux autres ont suivi en 1978 et en 1985. Toutes trois avaient été établies sous la direction de Jean Viet. Parmi les organisations ayant participé à leur réalisation, soulignons le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) d'Ottawa.

C'est d'ailleurs à Ottawa, en mai 1988, que le CRDI et le Comité consultatif pour la coordination des systèmes d'information (ACCIS) ont tenu une réunion pour étudier l'opportunité d'établir un vocabulaire d'indexation commun répondant aux besoins de l'Organisation des Nations unies et à ceux d'organismes spécialisés dans l'information relative au développement. Les participants ont convenu que le *Macrothésaurus* était l'instrument à privilégier. En 1990, l'OCDE en

a donc entrepris la mise à jour. Cette quatrième édition en est le résultat.

Le *Macrothésaurus* est destiné aux organismes et réseaux documentaires souhaitant indexer la documentation acquise par les bibliothèques et les centres de documentation. Le champ couvert par le *Macrothésaurus* est l'ensemble des activités humaines reliées au développement économique et social. Les domaines touchés sont très variés : coopération internationale, relations internationales, politique économique, politique sociale, culture, agriculture, éducation, industrie, transport, environnement, démographie, etc.

Le *Macrothésaurus* regroupe les descripteurs dans trois structures différentes. Il y a d'abord le classement alphabétique où chaque descripteur est accompagné de ses relations sémantiques (BT, NT, RT) en plus de son correspondant en anglais et en espagnol. En terme relatif, c'est la partie la plus importante de l'ouvrage. En second lieu, on retrouve un regroupement par thème des descripteurs. Enfin, la dernière partie est constituée d'un index permuté (de type Kwoc) des termes composés.

En plus d'être un outil d'aide à l'indexation, en ce qu'il favorise la standardisation des entrées, il peut servir éventuellement d'aide à la recherche lors de la consultation de banques de données bibliographiques.

Ce macrothésaurus est indéniablement un document pertinent pour le traitement de l'information dans le domaine considérable du développement économique et social.

Régnald Buteau
Bibliothèque de l'Assemblée nationale
Québec

QUÉBEC. ASSEMBLÉE NATIONALE. *Journal des débats. Index 1988/1989*. Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990. xx, 514 p.

L'*Index 1988/1989* du *Journal des débats*, conçu pour donner accès aux travaux de la trente-troisième législature (débat en Chambre et en com-

missions parlementaires) comprend plusieurs types d'informations. On y trouve d'abord différentes listes (Membres de l'Assemblée nationale, Fonctions parlementaires à l'Assemblée nationale et dans les commissions parlementaires avec le nom des titulaires, Membres du Conseil des ministres), ensuite des statistiques sur la session (nombre de séances, nombre de votes, nombre de documents de la session, nombre de questions principales et complémentaires). Finalement, le cœur de l'ouvrage est constitué de quatre index spécialisés appelés sections :

1. Participants, avec en sous-vedettes les sujets de leur intervention que l'on retrouve dans l'index suivant ;
2. Sujets : l'accès est donné au sujet et à certains types d'intervention, d'après leur appellation générique (affaires inscrites, débats d'urgence, déclarations ministérielles, etc.) ;
3. Commissions parlementaires : cette section regroupe toutes les références aux travaux de chacune des commissions et sous-commissions parlementaires, classés selon des facettes découlant du mandat qui leur a été confié (audition publique, crédits budgétaires, engagements financiers, interpellation, législation, etc.) et analysés selon les thèmes. Elle contient une liste des organismes et noms de personnes qui ont témoigné ou présenté un mémoire ;
4. Projets de loi, classés par ordre alphabétique, puis par ordre numérique.

Grâce à l'index, il est donc possible de retracer toutes les interventions de son député, de savoir par exemple si la question de la commercialisation des informations gouvernementales sous forme de banques de données a été abordée, de retrouver la trace du mémoire déposé par SOS Racisme et de suivre le cheminement du projet de loi sur l'Aide aux victimes d'actes criminels, depuis sa présentation jusqu'à sa sanction.

Nous avons pris connaissance des nouvelles tables avec beaucoup de plaisir : leur présentation claire facilite l'orientation, malgré la diversité et le nombre des informa-